



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 326 du 17 mars 2024

Au sommaire :

- **Macron, le va-t-en-guerre zélé de l'Otan à la recherche de l'union nationale pour nous soumettre à sa frénésie belliciste** - Galia Trépère
- **De la lutte des enseignants à la journée du 19 mars en passant par les luttes pour les salaires, s'organiser pour faire échec au « réarmement » de Macron** - Christine Héraud
- **Tourner la page des divisions fractionnelles pour faire du mouvement révolutionnaire un instrument démocratique pour la conquête du pouvoir par les travailleurs** - Contribution aux discussions au sein du NPA

Macron, le va-t-en-guerre zélé de l'Otan à la recherche de l'union nationale pour nous soumettre à sa frénésie belliciste

« La Russie est une menace non seulement pour l'Ukraine, mais aussi directement pour nous, pour l'Europe, pour la France, pour le peuple français ». « Le message du président de la République a été très clair. Nous n'abandonnerons pas l'Ukraine et nous n'excluons par principe aucune option. [...] Nous ne nous fixons pas de limites face à une Russie qui, elle, n'en fixe aucune. »

C'est par ces propos martiaux -et Macron n'a pas dit autre chose à la télévision jeudi- qu'Attal a introduit la discussion à l'Assemblée et au Sénat mardi et mercredi, les députés puis les sénateurs étant convoqués pour débattre et voter sur « l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine ». Ce traité, valable 10 ans, prévoit, comme les autres traités bilatéraux signés par Zelensky avec le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays Bas et l'Italie, une assistance financière et militaire à l'Ukraine tant que durera l'invasion russe à l'intérieur des frontières ukrainiennes de 1991, et dans l'immédiat une aide de la France de 3 milliards d'euros cette année.

Simulacre de démocratie parlementaire que ce débat, puisque cet accord a déjà été signé par Macron et Zelensky le 16 février et qu'il est effectif sans attendre le résultat de ce vote dit non contraignant. Petite ruse politicienne de Macron qui a imposé cette mascarade en faisant usage d'un article de la Constitution pour, sinon mettre au pas derrière lui l'ensemble des partis politiques, du moins affaiblir son principal adversaire aux élections européennes, le RN, en traitant tous ceux qui ne voteraient pas pour d'agents de l'étranger, d'alliés de Poutine. Le très-va-t-en-guerre Gluksmann, tête de liste du PS aux élections européennes, a été le seul en dehors du parti macroniste,

à s'en féliciter, jugeant le « débat utile » et de nature à « clarifier les positions des uns et des autres ». Tous les autres, même ceux qui ont voté pour, comme LR, le PS et les écologistes, ont exprimé des réserves et des critiques sur la méthode.

Ainsi Macron a-t-il fait avaliser l'accord conclu avec l'Ukraine qui prévoit entre autres choses l'intégration à terme de celle-ci dans l'UE et dans l'Otan et il a lancé un de ses thèmes de campagne contre le RN, « parti pro-Poutine ».

S'il n'a pas formellement réalisé l'unité nationale puisqu'à l'Assemblée nationale, 372 députés ont voté pour, 99 contre dont LFI et le PCF et 101 se sont abstenus, dont le RN, dans les faits et sur le fond politique, il a obtenu l'essentiel pour lui et surtout du point de vue des puissances de l'Otan engagées dans la guerre, une unanimité sur la solidarité avec l'Ukraine contre la Russie, une unanimité favorable à la guerre et à l'aide militaire à l'Ukraine au nom de la prétendue menace que la Russie ferait courir à l'ensemble de l'Europe.

Macron-Attal n'excluent aucune option contre Poutine, ennemi public n°1

Macron a fait entériner, en outre, ses propos va-t-en-guerre du 26 février laissant entendre que les chefs d'État européens réunis ce jour-là à Paris avaient envisagé d'envoyer « des troupes au sol » en Ukraine. Propos dont il s'était justifié peu après en parlant « d'ambiguïté stratégique », ce n'aurait été en somme qu'une menace agitée à l'encontre de la Russie, une hypothèse possible, sans conséquence. Or si la plupart des dirigeants européens

s'étaient récriés à la suite du chancelier allemand Scholtz et de Biden, d'autres comme ceux des Etats baltes, de la Pologne, voire du Royaume-Uni n'ont pas exclu un envoi de troupes en Ukraine plus massif que celui existant déjà.

Le Pen, au nom du RN, dans le souci de ménager les sentiments chauvins, anti-européens et anti-atlantistes d'une partie de ses troupes, s'est dite opposée à l'intégration de l'Ukraine dans l'Otan et l'UE. Elle a aussi critiqué la posture guerrière de Macron, affirmant que « *la meilleure ambiguïté stratégique, c'est le silence* ». Une façon d'endosser les habits de chef d'État responsable qu'elle se voit déjà être, gérant les affaires de la bourgeoisie et ses intérêts qui exigent la diplomatie secrète. Dans le même souci, elle n'a pas été jusqu'à voter contre, elle a justifié l'abstention du RN par son soutien à la « *nation ukrainienne agressée* ».

LFI et le PCF ayant voté contre, en raison de leur opposition à l'intégration de l'Ukraine à l'UE et à l'Otan, ainsi qu'aux déclarations va-t-en-guerre de Macron, le ministre des Affaires étrangères, Séjourné, a twitté dès l'annonce du résultat du vote : « *C'est aussi un moment de clarification : il y a ceux qui sont avec les Ukrainiens et les extrémistes qui sont avec le Kremlin* ».

L'ennemi est dans notre propre pays

Attal, dans son discours à l'Assemblée mardi, a égrené sous forme d'anaphore, sans craindre le ridicule, répétant huit fois « *Une victoire de la Russie, c'est...* », les dangers que ferait courir la Russie à la population française et européenne, de la « *fin de l'histoire des démocraties libérales* » à « *un cataclysme pour le pouvoir d'achat des Français* » en passant par « *la plus grande vague migratoire de l'histoire...* ».

Il n'a pas grande difficulté pour trouver l'oreille d'une large fraction de l'opinion qui rejette la haïssable tyrannie de Poutine, lequel vient d'organiser un simulacre d'élection dont tous les opposants ont été éliminés pour assurer son maintien au pouvoir. Mais la farce sanglante du régime de Poutine ne saurait masquer la responsabilité directe des USA, de l'Otan dont la France, dans l'explosion guerrière qui sacrifie la vie des Ukrainiens et des Russes aux intérêts d'une minorité de financiers et de marchands d'armes.

Les vieilles puissances impérialistes et coloniales de l'Occident ont intégré la Russie au marché capitaliste et à sa logique destructrice tout au service des intérêts des multinationales.

Cette logique aujourd'hui mondialisée exacerbe la concurrence sous la pression de ces vieilles puissances qui voudraient maintenir leur hégémonie sur la planète. Elle pousse à la guerre pour étendre ou défendre les zones d'influence dans le but de l'appropriation des richesses.

L'État et les capitalistes français se battent pour occuper leur place dans cette folie des rivalités nationales, de la

concurrence et de la guerre sous la protection des USA et dans le cadre de l'UE.

C'est dans ce but que le gouvernement fait feu de tout bois et que Macron devient un zélé va-t-en-guerre avec l'accord plus ou moins franc ou hypocrite de tous les partis parlementaires qui veulent accéder au pouvoir pour servir à l'enrichissement des grandes fortunes et des groupes capitalistes dont les industriels de l'armement qui viennent de se hisser au deuxième rang mondial des exportateurs d'armes.

Ce sont bien ces vieux impérialismes qui sont les premiers responsables du chaos capitaliste mondialisé, de la guerre et de la course au militarisme et aux surenchères guerrières pour perpétuer leur suprématie. Ce sont ces mêmes puissances occidentales dont notre propre gouvernement qui soutiennent la guerre génocidaire d'Israël contre la population palestinienne en refusant tout cessez-le-feu et qui aujourd'hui cherchent à embrigader la population dans une préparation à des « *guerres de haute intensité* » comme on ne cesse de nous le rabâcher dans les médias.

Pas d'autre solidarité avec les peuples d'Ukraine et de Russie que l'intervention, la fraternisation des travailleurs pour en finir avec la guerre

LFI et le PCF ont voté contre le traité de participation à la guerre d'Ukraine, ils affichent une volonté pacifiste mais ils ne remettent en cause ni l'assistance militaire à l'Ukraine ni le nationalisme et son corollaire le militarisme. Ils ne conçoivent pas d'autre organisation de l'économie et de la société que le capitalisme dont la logique de profit et de concurrence sur le dos des peuples et des travailleurs ne peut que conduire à une multiplication des guerres et à leur extension. Tout au plus voudraient-ils mettre l'humain d'abord.

Au-delà de l'aspect vaudevillesque des petites ruses politiciennes de Macron, le combat contre la guerre, pour la paix et la coopération entre les peuples, indissociable du combat contre le capitalisme, est à l'ordre du jour. Très consciemment, les classes dirigeantes veulent nous préparer à la guerre économique et à son corollaire la guerre militaire qu'ils disent inéluctable. Au-delà de la facétie et des discours parlementaires, de leurs bluff et mensonges, ils ont raison. La concurrence capitaliste ne reste à aucun moment une simple concurrence économique ou commerciale, elle s'accompagne en permanence de l'intervention des armées. Aujourd'hui, le capitalisme menacé de faillite entraîne les peuples dans une guerre mondialisée. Et seule la révolte, le soulèvement des travailleurs et des peuples peut faire échec à cet avenir de barbarie.

Galia Trépère

De la lutte des enseignants à la journée du 19 mars en passant par les luttes pour les salaires, s'organiser pour faire échec au « réarmement » de Macron

La rencontre des syndicats de la Fonction publique avec leur ministre Stanislas Guérini ce jeudi, pour un « *diagnostic de l'évolution des rémunérations* » a tourné à la farce, les syndicats se retirant tant le ministre affiche son mépris pour les revendications salariales des 5,7 millions agents publics, fonctionnaires, contractuels et précaires qui ont subi une dégradation considérable de leur pouvoir d'achat après cinq années de gel du point d'indice et de maigres augmentations en 2022 et 2023.

Les 8 syndicats, pour répondre à la colère, n'ont pas pu faire moins que d'appeler à une journée d'action et de grève pour les salaires, le 19 mars, alors que le gouvernement annonce un plan d'économies budgétaires drastique et qu'il n'est pas question pour lui d'augmenter le point d'indice, qu'il considère « *déjà bien soutenu depuis 7 ans* ».

Pas grand monde n'a d'illusion sur cette journée du 19 et les personnels de l'Education n'ont pas attendu pour se mobiliser. Dans le 93 en particulier et en Ile de France, ils ont ouvert la voie par leur lutte qui se renforce depuis le 26 février, quand nombre d'entre eux ont suivi l'appel de l'intersyndicale Education du 93 « *Pas de moyens, pas de rentrée* », et ont refusé de reprendre le travail après les vacances. Le mouvement de grève se poursuit.

Les directions syndicales, enfermées dans le dialogue social se refusent à engager l'affrontement nécessaire du monde du travail avec le gouvernement et les patrons. Il nous faut le préparer en ne comptant que sur nous-mêmes, sur notre capacité à organiser et diriger notre mobilisation, à discuter et décider de notre politique pour donner un coup d'arrêt à la logique dévastatrice du capital qui soumet les intérêts de la majorité aux profits de quelques-uns.

L'Etat-patron contre les salaires et l'emploi

Comme pour l'ensemble des salariés, le pouvoir d'achat des agents publics est rongé par l'inflation qui perdure. Pour faire face à la flambée des prix qui a atteint plus de 10 % en deux ans, le gouvernement n'a concédé que 3,5 % d'augmentation en juillet 2022 et 1,5 % en juillet 2023. Le message de Bruno Le Maire est clair : restrictions budgétaires et austérité. Il ne sera pas question de nouvelles augmentations pour les agents publics de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux cette année.

« *Augmenter le point d'indice, cela coûte deux milliards. On peut s'interroger sur la pertinence de ce mécanisme, alors qu'il existe d'autres leviers pour agir sur la rémunération* », répond le ministère aux salarié-es. Tout le monde connaît ces leviers pour tenter de désamorcer la colère, des primes qui ne bénéficient pas à toutes et tous, au mérite, qui ne comptent que peu ou pas pour

le calcul des retraites, comme celles annoncées par Guérini de 500 à 1500 et jusqu'à 1900 € pour les forces de sécurité pour les agents publics « *mobilisés* » pendant les Jeux Olympiques de Paris cet été, « *en fonction de leur degré d'implication...* » Il y aurait même 10 000 chèques emploi-service universels (CESU) qui leur seraient distribués à hauteur de 200 euros par enfant et 350 euros pour les familles monoparentales. Un milliard d'euros, selon le ministère... loin de répondre aux besoins des agent-es.

Les milliards d'économies budgétaires, le pillage des caisses publiques au profit du capital privé

Bruno Le Maire, qui vient d'annoncer 10 milliards d'économies sur le budget 2024, « *une première étape* » et jusqu'à 20 à 25 milliards en 2025, a étalé tout son cynisme et son mépris envers les classes populaires en déclarant : « *Je vous rassure, on est très loin de l'austérité quand on est à 58 % de dépenses publiques dans le PIB ! Il y a 496 milliards d'euros de dépenses de l'État par an, nous faisons une économie de 10 milliards : on va s'en remettre.* » Le « *refroidissement* » de la politique du gouvernement, c'est des milliards en moins pour les services publics et les budgets sociaux, pour l'école, les hôpitaux, la santé, pour les salaires des agents publics et les revenus sociaux. La baisse des « *crédits de masse salariale* », de 781 millions, pourrait représenter cette année entre 15 000 et 20 000 postes supprimés dans la fonction publique d'État, dont 8000 dans l'Education, 7500 dans la Recherche.

Au nom de la réduction d'un déficit public qui a été creusé par les énormes subventions de l'État aux grandes entreprises et la rente constituée par les intérêts de la dette versée aux banques, qui augmente de 10 milliards en 2024 pour atteindre 57 milliards d'euros, a déjà conduit à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires sous Sarkozy, avant que le candidat Macron en 2017 en annonce 120 000 supplémentaires dans les fonctions publiques d'Etat et territoriale. La saignée continue au profit d'une précarisation massive dans les services publics, -20 %, soit 1 125 000 des agents publics sont des contractuels et précaires-, qui tirent les salaires vers le bas.

Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes a « *prévenu* » que « *des efforts d'économies sans précédent dans l'histoire récente sont nécessaires.* » Le gouvernement veut ramener le déficit public à 3 % du PIB, alors qu'il a atteint les 5 % en 2023, c'est-à-dire accentuer le pillage des caisses publiques, le gigantesque transfert des richesses du travail vers le capital. « *Il n'y a pas de secteur totalement sanctuarisé. La sphère sociale représente la moitié de la dépense publique, elle doit contribuer à l'effort global. Cela vaut également pour les col-*

lectivités locales ». Un « effort » demandé avant tout aux travailleur-ses, aux classes populaires, aux chômeurs... au nom du « réarmement » de Macron, de sa politique belliciste et son « *économie de guerre* » pour la défense des intérêts des grands groupes capitalistes, en particulier des marchands de canons et de missiles comme MDBA et autres Dassault, Thalès, Nexter qui bénéficient de l'explosion des commandes d'Etat.

Boostés par la guerre, les largesses de l'Etat prises sur les budgets publics et les marges de monopole qu'ils imposent, les grands groupes du CAC40 affichent des profits mirobolants, 2023 étant une nouvelle année record à 153,6 milliards d'euros de profits, 9,7 % de plus qu'en 2022. Ils ont reversé près de 70 milliards à leurs actionnaires en 2023, en hausse de 15 % en moyenne.

Public, privé, les salaires... une question politique pour le monde du travail

L'inflation se maintient à un haut niveau alors que le gouvernement a imposé un budget 2024 de « *fin du quoi qu'il en coûte* ». Si l'augmentation des produits alimentaires ralentit, les prix de l'électricité ont fait un bond de 23,1 % sur un an, (+ 9,3 % par rapport à janvier), dû au rétablissement des taxes sur l'électricité.

En 2022 et 2023, les prix ont augmenté de 2,5 % de plus que les salaires moyens du privé. Publics ou privés, les revenus de l'ensemble des salarié-es reculent. Le patronat comme l'Etat sont bien décidés à mettre fin aux maigres augmentations qu'ils ont concédées l'an dernier. L'Etat instrumentalise la guerre pour façonner et dominer l'opinion pour imposer la baisse du coût du travail, que la machine à profits continue de tourner.

La question des salaires est un rapport de force entre le travail et le capital, qui nécessite une réponse globale du monde du travail, qui dépasse la lutte secteur par secteur,

entreprise par entreprise à laquelle la limite la politique des directions syndicales.

De nombreuses grèves éclatent sur les salaires pour beaucoup à l'occasion des NAO dans le privé, alors que les enveloppes que les entreprises consacrent cette année aux salaires n'augmentent que de 3,5 % en moyenne, un recul par rapport aux 4,6 % de 2023. Dans l'Education, les enseignants, les personnels, soutenus par les parents et les élèves du 93, rejoints par ceux d'autres départements d'Ile de France et de Paris, ont engagé un mouvement de grève qui pourrait bien se généraliser contre le manque de postes, de moyens, la dégradation des conditions de travail et pour les salaires.

La riposte aux attaques globales, à l'offensive des classes dominantes et de l'Etat à leur service nécessite de préparer une réponse globale du monde du travail, de nous organiser et regrouper nos forces pour préparer une contre-offensive pour les salaires, les conditions de travail, pour nos droits, dans la perspective de prendre nous-mêmes en main les affaires de la société.

La journée du 19 est une occasion de nous regrouper sur les lieux de travail pour en discuter, de nous coordonner dans les collectifs, les interpros. La grève peut permettre de s'organiser pour s'adresser aux autres salarié-es de la Fonction publique et du privé à commencer, pour les enseignants qui ont engagé la lutte, à leurs collègues et aux parents d'élèves, salariés comme eux. Et au-delà, dans les collectifs et interpros, les équipes syndicales, démocratiquement et en toute indépendance des appareils syndicaux et politiques institutionnels, de construire une force politique du monde du travail et de la jeunesse pour opposer à la domination destructrice des classes parasitaires les intérêts collectifs du plus grand nombre.

Christine Héraud

Tourner la page des divisions fractionnelles pour faire du mouvement révolutionnaire un instrument démocratique pour la conquête du pouvoir par les travailleurs

« *Plus d'un an après son cinquième congrès, le NPA est toujours là. Nous avons dépassé l'objectif de continuer le NPA pour aller vers la construction d'un parti révolutionnaire, communiste et internationaliste* », écrivent les camarades d'AetR, membres de la TIR (Tendance internationale révolutionnaire) en introduction d'un de leurs textes pour le Comité international de la IV^{ème} Internationale intitulé « *Pourquoi le 5^{ème} congrès du NPA et sa scission ont ouvert des possibilités pour les révolutionnaires en France et au-delà* », qui fait le bilan du point de vue des « *courants A&R et l'Étincelle* » du NPA dit issu du V^{ème} congrès. Cette appréciation résume une orientation erronée fondée sur des illusions et sur un storytelling à l'image des comportements qui, au cours des scissions, jalonnent l'histoire du mouvement trotskyste, les pratiques d'auto-affirmation.

La scission-séparation avec la B pouvait ne pas se résumer à un échec mais ouvrir une opportunité dans la période que le mouvement ouvrier traverse à condition de se donner les moyens de rompre avec ces pratiques pour refonder le projet du NPA de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires sur les bases d'une commune compréhension de la période et des tâches. A défaut, « *les courants A&R et l'Étincelle* » mènent une politique d'auto-affirmation tout à l'enthousiasme de mettre la main sur le NPA pour construire leur « *parti* ».

La volonté de s'affirmer comme la continuité du NPA « *historique* » entretient des confusions et a conduit à la judiciarisation de la séparation avec le NPA de Poutou-Besancenot qualifié aujourd'hui de « *contrefaçon* » dans un communiqué annonçant que le CE portait l'affaire à

propos des réseaux sociaux devant les tribunaux.¹ La discussion politique laisse la place à des accusations de concurrence commerciale que le comportement inacceptable du NPA Besancenot-Poutou ne peut justifier et que ce dernier tourne en ridicule !²

La politique pour légitimer l'OPA sur le NPA est l'autre face de l'opportunisme du soutien à la campagne de Poutou pour une gauche radicale et l'envoi d'armes à l'Ukraine qui visait à se construire au sein du NPA pour maintenant s'en approprier le sigle.

C'est au nom de cette politique que nos camarades des deux courants ont refusé une conférence ou un congrès de refondation et, en corollaire, d'engager toute discussion sérieuse sur la nouvelle période.

Cela entretient une grande confusion et cultive un volontarisme proclamatoire qui constitue une rupture avec le marxisme dans les méthodes comme dans les analyses.

L'attitude par rapport à la guerre d'Ukraine en est la manifestation quand après avoir participé à la campagne de Philippe Poutou demandant des armes pour l'Ukraine le CE défend tout et son contraire aujourd'hui. Sans analyser les réels mécanismes et rapports entre les États et les classes qui ont historiquement conduit à la guerre, le CE avance des mots d'ordre pacifistes abstraits contre l'armement et le militarisme, défendant le droit de l'Ukraine à s'armer au nom du droit à l'autodétermination des peuples en dehors de toute analyse de classe. La direction du NPA issu du V^{ème} congrès n'a pas une compréhension globale du capitalisme aujourd'hui et de l'offensive militaire des grandes puissances occidentales dans laquelle s'inscrivent la guerre d'Ukraine et la guerre d'Israël en train de se transformer en guerre du Moyen-Orient.

Cette fuite en avant n'aide pas à travailler à essayer de construire des relations de discussion voire de collaboration avec LO après avoir refusé la discussion avec Révolution permanente. Elle s'engage maintenant dans la présentation d'une liste aux élections européennes qui se justifie essentiellement par le besoin d'affirmer le NPA et la légitimité des « courants A&R et l'Étincelle » à se l'approprier.

Une telle politique entretient les divisions au sein du mouvement révolutionnaire et ne répond pas aux besoins du mouvement ouvrier au regard de la nouvelle période, des menaces mais aussi des possibilités qu'elle recèle.

Encore une fois, l'indispensable discussion collective pour refonder le NPA et rompre avec les confusions

La suite n'est pas écrite. Elle dépend de l'ensemble des camarades pour s'emparer de la discussion et rompre le cadre fractionnel imposé pour penser et agir en

militant-es d'un parti potentiel, le parti d'extrême gauche, aujourd'hui divisé en de multiples fractions pérennes, auquel il s'agit de donner corps. Cette discussion dépasse nos rangs, elle concerne l'ensemble des militant-es du mouvement révolutionnaire et, au-delà, tou-te-s les militant-es qui, sans être membres de telle ou telle organisation, participent à la vie du mouvement, à ses luttes mais ne se reconnaissent pas dans les fractions et les directions autoproclamées.

Surmonter cet état de fait pour travailler collectivement à élaborer une orientation, une stratégie suppose d'aborder la question du point de vue historique et politique pour comprendre les mécanismes qui y ont conduit. Il ne s'agit pas d'accuser les autres mais d'analyser les causes objectives et subjectives pour définir une politique.

La balkanisation du mouvement révolutionnaire, sa marginalisation sont la conséquence d'une longue période de recul politique qui a vu les classes capitalistes prendre l'offensive pour maintenir le taux de profit à travers la mondialisation financière et impérialiste qui a débouché sur un nouveau stade du capitalisme, le capitalisme financiarisé mondialisé.

Confronté à ses limites, ses échecs, le mouvement trotskyste longtemps replié sur la défense de l'héritage face à la contre-révolution stalinienne est devenu dogmatique, se divisant sur la façon de mettre en œuvre le dogme, son interprétation, et cherchant des issues à ses limites dans l'auto-affirmation, réduit à une opposition au stalinisme et à la social-démocratie. Les critiques largement justifiées de LO à l'égard du reste du mouvement ont elles-mêmes fini par se résumer à un sectarisme stérile.

Les conditions tant objectives que subjectives ont radicalement changé et nous ouvrent de nouvelles possibilités à condition d'avoir conscience que nous sommes une part du problème, à condition de retrouver le dynamisme de la démocratie et de la lutte d'idées.

La nouvelle période de la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé nous impose des choix.

Au sein de notre milieu social, le monde du travail, de notre milieu militant politique, syndical, associatif, le besoin de comprendre est profond, celui aussi de trouver de nouveaux cadres d'organisation mais l'offre ne répond pas à la demande.

La réponse ne peut venir d'une seule fraction ou tendance qui aurait trouvé la recette pour... se construire !

La réponse dépend d'une prise de conscience collective et n'a pas de voie toute tracée, unique, définie par une direction se prétendant omnipotente. Une telle conception tournerait le dos à toute la tradition démocratique du mouvement révolutionnaire dans l'histoire dont la Première internationale a été l'illustration féconde.

Il y a dans cette démarche une place pour chacune et chacun, et chacune et chacun, organisé-es ou non dans une fraction du mouvement révolutionnaire, y ont leur place... Au même titre que les travailleurs ont besoin de prendre leurs luttes en main, de s'organiser à la base pour les di-

1 <https://nouveauanticaliste.fr/communiquer-mefiez-vous-des-contrefacons/>

2 <https://nouveauanticaliste.org/communiquer-philippe-poutou-poursuivi-pour-usage-frauduleux-du-nom-du-npa>

riger en toute indépendance des directions syndicales, d'inventions collectives, nous avons besoin de prendre en main la construction de l'instrument de notre propre émancipation collective, notre instrument politique, notre parti. Il s'agit de construire des liens de solidarité entre les différentes fractions, entre les militant·es autour de la défense des idées anticapitalistes et révolutionnaires, de discuter et définir ensemble nos tâches et perspectives, organiser sur le terrain politique toutes celles et ceux qui le souhaitent, construire ensemble les relations de confiance nécessaires à l'action collective sur la base d'une conscience de classe socialiste, internationaliste et de la critique des mœurs et des pratiques des appareils, travailler à l'éducation marxiste et à la diffusion des idées socialistes et communistes.

C'est ainsi que nous comprenons le contenu de la campagne des élections européennes dans la continuité d'une politique unitaire, démocratique, révolutionnaire afin d'apporter notre pierre à la construction d'un front inter-

nationaliste contre le nationalisme et la guerre, visant à défendre et discuter un programme pour la transformation révolutionnaire de la société. Notre campagne s'inscrit dans la perspective de la conquête de la démocratie, du pouvoir de décider et de contrôler par les producteurs eux-mêmes la marche de la société, le pouvoir des travailleurs pour des États unis socialistes d'Europe vers une société débarrassée de l'exploitation, de la propriété privée et des frontières, fondée sur la coopération des peuples.

Comprendre qu'il est possible de changer le monde, c'est aussi et d'abord comprendre qu'il est possible, et nécessaire, de transformer le mouvement révolutionnaire pour en faire l'instrument de la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. Irréaliste, nous diront certains niant le droit d'imaginer un autre avenir que ce qui existe, alors, oui, du passé faisons table rase !

Le 13/03/2024

Contribution aux discussions au sein du NPA